

Banque interaméricaine de développement

La principale banque multilatérale de développement de la région

La Banque interaméricaine de développement (BID) est la principale source de financement multilatéral pour les projets de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC) et une partenaire importante de la Suisse dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités ainsi que face à des défis mondiaux. Sa notation de crédit AAA lui permet d'emprunter à des taux intéressants et d'offrir des prêts à des conditions avantageuses. D'autre part, la BID mène des recherches et fournit des conseils en matière de politique, une assistance technique et des formations à ses clients des secteurs public et privé.

La BID comprend les entités suivantes :

- la **BID** octroie des prêts et des subventions et fournit une assistance technique aux gouvernements ;
- la **BID Invest** fournit des prêts, des garanties, des prises de participation et une assistance technique au secteur privé ;
- la **BID Lab**, laboratoire d'innovation de la, promeut des activités innovantes dans le but de favoriser la participation du secteur privé.



Régions cibles

Amérique latine et Caraïbes

Siège

Washington D.C., États-Unis

Année de fondation

1959 (BID)
1984 (BID Invest)
1993 (BID Lab)

Pays membres

48 ; en 14 groupes de vote à la BID et 14 groupes de vote à la BID Invest

Pays emprunteurs

26

Volume des prêts en 2023 (USD)

BID : 13 milliards
BID Invest : 7,6 milliards

Portefeuille total 2023 (USD)

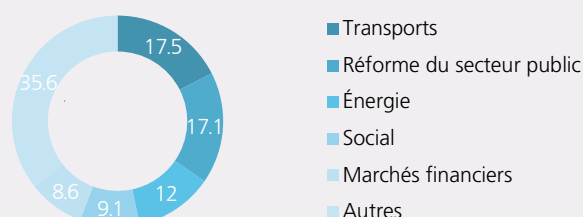
BID : 116 milliards
BID Invest : 21 milliards

Priorités thématiques

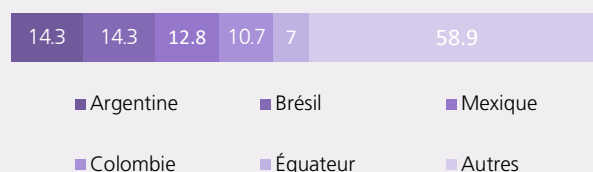
	Protection sociale et développement du capital humain		Égalité des genres et inclusion
	Productivité et innovation		Action climatique et biodiversité
	Intégration régionale et infrastructures durables		Capacité institutionnelle et état de droit

Portefeuille

Secteurs 2023 (pour cents)



Régions 2023 (pour cents)



La BID : Une partenaire multilatérale de confiance pour la Suisse

La BID est une partenaire prioritaire conformément à la stratégie de coopération internationale suisse. Elle dispose de solides mécanismes de gouvernance et de surveillance multilatéraux et applique à ses projets des normes environnementales et sociales strictes. Membre d'un groupe de vote, la Suisse participe activement aux discussions et aux décisions des organes directeurs de la BID, assumant ainsi le devoir de surveillance qui lui incombe en sa qualité d'actionnaire. Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et la Direction du développement et de la coopération (DDC) déterminent conjointement les positions défendues par la Suisse au sein de la BID. La Suisse s'engage à :

- promouvoir l'orientation vers les résultats, l'efficacité et le financement ciblé des projets de développement fondés sur l'expertise principale et les priorités stratégiques de la banque ;
- soutenir l'engagement de la BID à mettre en œuvre et à appliquer les normes internationales en matière environnementale, sociale et de gouvernance ;
- encourager la BID à privilégier les projets dans le domaine des énergies renouvelables et à aider des pays à sortir des énergies fossiles ;
- encourager la BID à se coordonner et à collaborer systématiquement avec d'autres partenaires de développement, y compris d'autres banques multilatérales de développement, des organisations de la société civile et le secteur privé ;
- assurer une capitalisation adéquate et maintenir la notation AAA de la banque.

Préservation des puits de carbone et des points chauds de la biodiversité par la BID

L'Amérique latine et les Caraïbes abritent quelque 40 % de la biodiversité de la planète. L'Amazonie est essentielle pour les écosystèmes mondiaux, raison pour laquelle la BID a lancé l'Initiative Amazonie en 2021 afin de promouvoir des modèles de développement durable fondés sur le climat, la biodiversité et la conservation des forêts de cette région.

La Suisse contribue à cette initiative en versant 8 millions de francs à un fonds fiduciaire à donateurs multiples pour la bioéconomie et la gestion forestière en Amazonie. Grâce à diverses activités, le projet vise à réduire la déforestation, protéger et restaurer les zones forestières, à améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs possédant des exploitations agricoles petites ou moyennes ainsi qu'à limiter les émissions de gaz à effet de serre. Grâce à de tels projets, près de 7 430 tonnes de CO₂ ont pu être évitées et 10 000 hectares de forêts, soit l'équivalent d'environ 16 100 terrains de football, bénéficient d'une gestion et d'une conservation durables de meilleure qualité. À titre d'exemple, le projet équatorien ALIADOS a permis de transformer 424 hectares d'agroforesterie grâce à des méthodes régénératives et de faire participer 302 familles à des ateliers agricoles, ce qui a entraîné une augmentation de la production.

Adhésion de la Suisse

1976

Groupe de vote (BID)

Allemagne, Belgique, Chine, Israël, Italie, Pays-Bas, Suisse

Groupe de vote (BID Invest)

Canada, Danemark, Finlande, Norvège, Suède, Royaume-Uni, Suisse

Droits de vote de la Suisse

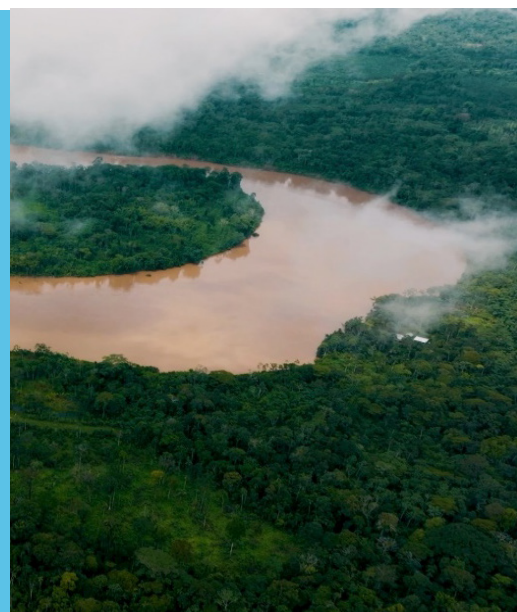
0,47 % (BID)

1,27 % (BID Invest)

Capital versé par la Suisse avant 2023 (USD)

28,4 millions (à la BID)

33,1 millions (à BID Invest)



seco-cooperation.admin.ch

La Banque interaméricaine de développement (BID)



Follow us on



www.instagram.com/seco_cooperation/

Follow us on



www.linkedin.com/company/seco-cooperation

WEMF 2025